

INTRODUCTION

OLIVIER PASTRÉ *
MICHEL PÉBEREAU **

Ce numéro de la *Revue d'économie financière* (REF) a un caractère historique. En effet, c'est la première fois, en plus de vingt ans d'existence, que la REF consacre un numéro au thème de « l'information et la formation économiques et financières ». Ce faisant, la REF est la première revue académique de langue française à consacrer un numéro à ce thème. Ce « désert » intellectuel mérite, dès le départ, d'être souligné.

9

Cette absence de débat peut s'expliquer. Tout d'abord, il convient de rappeler que la « science économique » en général n'est pas une science comme les autres. Science dure à certains égards, elle permet, dans certains cas, la formalisation. Mais elle est aussi une science humaine, par nature interdisciplinaire, qu'il est difficile d'enfermer dans un carcan de « lois » valables en tout temps et en tout lieu.

Par ailleurs, dans ce cadre, l'économie financière constitue une branche du savoir économique dont la croissance est particulièrement difficile à maîtriser. Ceci s'explique par le caractère mouvant de cette discipline. Il est, en effet, peu de secteurs d'activité économique qui aient connu autant d'innovations que la finance depuis trois décennies au moins. Du fait des bouleversements qu'a connus la finance depuis le début des années 1980, celle-ci est :

- plus complexe, la plupart des innovations financières la rendant plus difficile à décrypter ;
- plus contradictoire, certaines avancées portant en elles-mêmes les germes de nouveaux risques ;

* Conseiller scientifique, *Revue d'économie financière* ; professeur, université Paris VIII.

** Président du Conseil d'administration, BNP Paribas.

- et plus globale, aucun secteur d'activité, ou presque, n'échappant à son emprise, comme en témoigne, par exemple, depuis quelques années, la question environnementale.

Face à ces difficultés, il est essentiel d'éviter les faux débats, très nombreux dans le domaine de la finance. Et le premier d'entre eux concerne la soi-disant « exception française » en matière de relation des citoyens par rapport à l'économie en général et à l'économie financière en particulier. Loin de nous l'idée que, dans ce domaine, la situation française soit satisfaisante. Mais de nombreuses enquêtes citées dans cette livraison de la REF témoignent qu'il n'existe, dans cette matière, aucune fatalité. Certes, les Français ont souvent des réactions qui témoignent d'une méconnaissance des rouages économiques. Mais, d'une part, les Français n'ont pas le monopole de l'inculture économique. D'autre part, comme en témoigne la crise des *subprimes*, sur bien des sujets, la France - et donc les Français - a su faire preuve d'une sagesse - ou au moins d'un bon sens - dont se sont révélées dépourvues d'autres populations supposées plus cultivées. Pas de fatalisme donc, mais une recherche d'amélioration d'une situation qui est loin d'être optimale.

L'INFORMATION : PEUT MIEUX FAIRE

Commençons par aborder le thème de l'information. Cinq certitudes au moins ressortent des différents articles regroupés dans ce numéro :

- 1- la réflexion sur les indicateurs financiers se doit d'être poursuivie. Que mesure-t-on ? Comment mieux mesurer ? Deux questions qui paraissent, crise aidant, essentielles. Sans même revenir sur les normes comptables, dont - dans leurs définitions actuelles - le rôle procyclique paraît évident, la crise amène à s'interroger sur les meilleurs moyens de saisir la réalité financière sans succomber, pour autant, aux pires excès de la « valeur actionnariale » et au « court-termisme » le plus étroit ;
- 2- concernant aussi les indicateurs financiers, il paraît urgent de tenir compte de l'extrême hétérogénéité des métiers financiers. Plus que jamais, les indicateurs globaux saisissent une réalité trompeuse. Pour ne prendre qu'un exemple, comment peut-on traiter sur un pied d'égalité la banque commerciale et la banque de financement et d'investissement (BFI) que tout ou presque (économies d'échelle, risque, récurrence des revenus, besoins de fonds propres...) sépare ?
- 3- les médias jouent un rôle essentiel en matière de diffusion de l'information économique et financière. Or, ils sont en crise. De plus, il n'y a pas une, mais des crises des médias. La baisse des recettes publicitaires pour de nombreux acteurs de cette industrie, de même que le bouleversement des processus de production que provoque

l'explosion d'Internet sont, parmi d'autres, de puissants moteurs pour une remise à plat du *business model* médiatique. Une réflexion approfondie sur ce thème constitue la condition nécessaire (et non suffisante) d'une meilleure diffusion du savoir en matière d'économie financière ;

4- l'information des salariés revêt une importance majeure, en période de crise plus encore qu'en période de croissance. La cohésion sociale est à ce prix. Dans ce domaine, comme dans bien d'autres, la crise peut se révéler salutaire si elle permet de contribuer à la modernisation des voies et des moyens d'une meilleure association du facteur « travail » au processus de croissance ;

5- bien au-delà des médias, les nouvelles technologies de l'information et de la communication remettent en cause les modalités de création et de diffusion de l'information. Ces nouvelles technologies sont porteuses du meilleur comme du pire. À nous de faire le tri.

Au-delà de ces nouveaux chantiers de refondation de l'information économique et financière, il est de nombreux domaines de recherche qui se doivent d'être explorés si l'on se donne pour objectif une meilleure connaissance de la réalité financière. Parmi ces domaines de recherche, plusieurs contributions de cette livraison de la REF insistent sur la nécessité d'un approfondissement des travaux consacrés à l'épargne, à la diversité des métiers financiers, ainsi qu'aux effets protéiformes de la globalisation financière.

11

LA FORMATION : DOIT MIEUX FAIRE

Il n'est pas de bonne formation sans bonne information. Mais l'inverse est tout aussi vrai. Se battre pour une formation adaptée à un monde en perpétuelle mutation constitue le meilleur moyen de lutter contre les asymétries d'information et donc contre les inégalités sociales.

Au niveau scolaire, le débat sur l'enseignement de l'économie n'est pas clos, mais il a d'ores et déjà permis de mettre en avant deux premières « vérités » :

- l'importance que revêt l'enseignement de l'économie comme facteur (parmi d'autres) de cohésion sociale ;
- et, plus important encore, l'absolue nécessité d'une « laïcité intellectuelle », pour reprendre l'expression heureuse de Robert Guesnerie, dans le choix des moyens pédagogiques mis en œuvre.

Au niveau universitaire, la mondialisation des savoirs conduit nécessairement à l'uniformisation. Celle-ci s'est accompagnée, au cours des années récentes, de la montée en puissance à la fois d'une approche que l'on peut qualifier d'« anglo-saxonne », faisant moins de place à

l'interdisciplinarité, et aussi de méthodes faisant une part de plus en plus large à la formalisation. La crise devrait conduire, dans ce domaine, comme dans les autres, à une remise en cause au moins partielle de certains dogmes jugés jusque-là immuables. Qu'on le veuille ou non, la sortie de crise se fera à l'Université, par la « redécouverte » de deux valeurs qui fondent tout progrès scientifique : l'excellence et le doute.

Enfin, la crise devrait aussi permettre de moderniser la formation permanente, parent pauvre du système éducatif dans de nombreux pays développés. La crise étant porteuse de mutations accélérées, l'appareil de formation professionnelle se doit d'être repensé, dans son organisation comme dans ses méthodes, pour aider les salariés, et donc les entreprises, à relever un tel défi.

Ce qui ne peut manquer de frapper en lisant l'ensemble des contributions à ce numéro de la REF, c'est la prise de conscience, par l'ensemble des spécialistes, de la nécessité et de l'urgence des réformes en matière d'information et de formation économiques et financières. Là encore, la crise actuelle a imprimé sa marque. La sortie de crise se fera par le savoir ou ne se fera pas. À nous d'en tirer les conséquences. Ce ne sont pas tant les moyens financiers qui manquent aujourd'hui que la concertation et la volonté politique. Dans ce domaine comme dans bien d'autres.